



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Instauration du droit de préemption pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine - Captage du Flès - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Les captages d'adduction en eau potable du Flès sont situés à Villeneuve-lès-Maguelone. Exploités par la Régie des Eaux, ils composent l'une des cinq ressources utilisées pour la desserte en eau potable de la Métropole, avec la source du Lez, le Bas-Rhône, les captages de Grabels et de Saint-Brès. Les captages du Flès sont classés prioritaires au titre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et Corse (RMC) 2022-2027 dans le cadre de leur protection contre les pollutions par les produits phytosanitaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire de ces ouvrages, anime un plan d'actions préventives à l'échelle du territoire contribuant à la recharge de la nappe captée, au sein de l'Aire d'Alimentation des Captages (AAC). Cette démarche, initiée en 2018, a pour objectif de lutter contre les pollutions diffuses dont les origines sont issues d'une multitude de sources, dispersées dans l'espace et dans le temps, difficilement identifiables. Les actions et projets mis en place, dans le cadre de la démarche, visent à faire évoluer les changements de pratiques agricoles et d'entretien des espaces publics s'agissant de l'usage des produits phytosanitaires.

Les deux forages du Flès, conformément à l'article L.1321-2 du Code de la santé publique, font l'objet d'un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP), instaurant des périmètres de protections immédiate, rapprochée, et éloignée. Ces trois périmètres sont associés à un règlement. Ce règlement est essentiellement destiné à lutter contre les pollutions ponctuelles et accidentelles, dans les zones les plus vulnérables aux transferts de pollutions vers la nappe souterraine exploitée par les captages.

Dans l'objectif de reconquérir la qualité des eaux et pérenniser l'alimentation en eau potable de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en 2014 plusieurs études visant à délimiter l'aire d'alimentation des captages. Cette aire a été consolidée par l'arrêté préfectoral n°2020-10-11435 du 26 octobre 2020, sur un territoire de 6975 hectares s'étendant sur les communes de Courmonterral, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone.

Or la loi Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification (3DS) du 21 février 2022, a introduit un nouveau régime de droit de préemption « *pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine* » codifié dans les articles L.218-1 à L.218-14 du Code de l'urbanisme, encadré réglementairement par un décret n°2022-1123 du 10 septembre 2022.

Les collectivités peuvent désormais instituer un droit de préemption des surfaces agricoles et naturelles, dans les aires d'alimentation des captages utilisées pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, dans le cadre de la poursuite d'un objectif de préservation de la qualité des ressources en eau.

La Métropole, compétente en la matière, peut initier l'instauration de ce droit de préemption, qui doit être établi par arrêté du Préfet de Département, après avis :

- Des communes territorialement concernées ;
- Des chambres départementales et régionales d'agriculture ;
- De la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ;
- Du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;
- De la commission locale de l'eau (CLE).

Le dossier de demande d'institution de ce droit de préemption doit être validé par délibération du Conseil de Métropole, et comprend, conformément à l'article R.218-2 du Code de l'urbanisme :

- Un plan présentant le périmètre d'instauration ;
- Une étude hydrogéologique relative à l'aire d'alimentation des captages ;
- Une note présentant le territoire, ses pratiques agricoles, les démarches d'animation existantes, les actions mises en œuvre, ainsi que le bilan global qui peut en être dressé sur ce sujet. Dans l'hypothèse où un plan d'actions est établi, en application des dispositions de l'article R. 2224-5-3 du Code de l'urbanisme, la personne publique produit ce plan ainsi que les rapports annuels prévus ;
- Un argumentaire précisant les motifs qui conduisent à solliciter l'instauration du droit de préemption et justifiant le choix du périmètre proposé.

Dans le cadre de la politique de préservation et de la restauration de la qualité de la ressource en eau à court, moyen et long terme portée par la Métropole, l'instauration de ce droit ouvrirait la possibilité, à l'occasion d'aliénations à titre onéreux de biens immobiliers à usage agricole, de biens mobiliers qui leur sont attachés ou de terrains nus à vocation agricole situés dans l'aire d'alimentation des captages du Flès, d'exercer le droit de préemption en vue d'assurer la maîtrise foncière de ces biens pour garantir la préservation de la ressource par des pratiques agricoles, qui seront pérennisées ou restaurées, adaptées et conformes à la protection.

L'intérêt d'être informé, d'être en mesure d'étudier et de rendre possible la maîtrise foncière des espaces les plus vulnérables (gradients 3, 4 et 5 de protection) lors de cessions de terrains naturels et agricoles au sein de ce périmètre est évident. L'étude sera systématiquement partagée avec les communes concernées, et ce dans le cadre d'une stratégie d'intervention foncière intégrée et mesurée, consolidant les enjeux de la protection de la ressource en eau, les enjeux de préservation de la biodiversité et de la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

Il s'agira de maintenir l'activité agricole lorsqu'elle est en place, en améliorant les outils permettant de garantir des pratiques agricoles favorables au maintien de la qualité de l'eau, de la préservation de la biodiversité, de la préservation des équilibres écologiques et de l'amélioration de la fertilité des sols, de façon pérenne.

Les droits de préemption prévus aux articles L. 212-2 pour les zones d'aménagement différé (ZAD), L. 215-1 et L. 215-2 pour les espaces naturels sensibles (ENS) priment toutefois sur le droit de préemption de l'article L. 218-1 relatif à la protection de la ressource en eau.

En conséquence, il est proposé de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault d'instaurer le droit de préemption pour la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine au sein des zones de vulnérabilité 3, 4 et 5 de l'aire d'alimentation des captages du Flès sur les communes de Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault pour l'instauration du droit de préemption de l'article L.218-1 du Code de l'urbanisme, sur les zones de vulnérabilités 3, 4 et 5 incluses dans l'aire d'alimentation des captages du Flès comprises sur les communes de Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lattes, Lavérune, Pignan, Montpellier, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan, Villeneuve-lès-Maguelone conformément au plan ci-joint et de désigner la Métropole en qualité de titulaire du droit de préemption corrélatif ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-255422-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 - plan périmètre droit de préemption
- Annexe 2 - note territoire et pratiques agricoles.pdf
- Annexe 3 - Etude_hydrogeologique_delimitationAAC_Fles.pdf
- Annexe 4 - argumentaire et justificatif périmètre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.